

**Ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion  
Ministère des Solidarités et de la Santé**

**ARRETE**

**portant inscription sur le tableau d'avancement  
au grade d'attaché d'administration hors classe**

**La ministre du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion  
Le ministre des Solidarités et de la Santé,**

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 modifiée portant droits et obligations des fonctionnaires ;

Vu la loi n° 84-16 du 11 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique de l'Etat ;

Vu la loi n° 2019-828 du 6 août 2019 de transformation de la fonction publique ;

Vu le décret n° 85-986 du 16 septembre 1985 modifié relatif au régime particulier de certaines positions de fonctionnaires de l'Etat, à la mise à disposition, à l'intégration et à la cessation définitive de fonctions ;

Vu le décret n° 2011-1317 du 17 octobre 2011 modifié portant statut particulier du corps interministériel des attachés d'administration de l'Etat ;

Vu le décret le décret 2008-836 du 22 août 2008 modifié fixant l'échelonnement indiciaire des corps et des emplois communs aux administrations de l'Etat et de ses établissements publics ou afférent à plusieurs corps de fonctionnaires de l'Etat et de ses établissements publics ;

Vu le décret 2019-1265 du 29 novembre 2019 relatif aux lignes directrices de gestion et à l'évolution des attributions des commissions administratives paritaires ;

Vu les lignes directrices de gestion pour la promotion et la valorisation des parcours professionnels des agents des ministères sociaux, applicables à la campagne de promotion au titre de l'année 2021 ;

Sur proposition du directeur des ressources humaines,

**ARRETENT**

**Article 1<sup>er</sup>** : Sont promus au grade d'attaché d'administration hors classe au titre de l'année 2021, les attachés principaux d'administration de l'Etat dont les noms suivent :

AFONSO	Anne-Christine	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (Administration centrale)
BARSKY	Emmanuelle	Direction de la sécurité sociale (Administration centrale)
BOUNAIX	Magali	DREETS (Travail) Ile-de-France
BOURDAIS	Ghislaine	Direction des finances, des achats et des services (Administration centrale)
CHABERT-THOMAS	Geneviève	Direction de la recherche, des études, de l'évaluation et des statistiques (Administration centrale)

CHADEL	Frédérique	Secrétariat général des ministères des affaires sociales (Administration centrale)
CLAUDE	Franck	Direction générale de la cohésion sociale (Administration centrale)
DELOFFRE	Arnaud	Direction des affaires juridiques (Administration centrale)
DOLAIS	Jean-Marc	Agence régionale de la santé d'Auvergne-Rhône-Alpes
FALLOURD	Rodrigues	Direction générale de l'offre de soins (Administration centrale)
FAVERGEON	Christelle	DREETS (Travail) Bourgogne-Franche-Comté
GAULLIER	Laurent	Délégation générale à l'emploi et à la formation professionnelle (Administration centrale)
HUGOT	Raphaëlle	DREETS (Cohésion sociale) Auvergne-Rhône-Alpes
LAGADEC	Anne	Agence régionale de la santé Provence-Alpes-Côte d'Azur
LEGUERINEL	Karine	DREETS (Travail) Bretagne
LEMAIRE	Delphine	Agent détaché à l'École nationale de la protection judiciaire de la jeunesse (Etablissement du ministère de la justice)
LEMIEUX	Christelle	Direction générale de la santé (Administration centrale)
MAISON	Alain	Direction des ressources humaines (Administration centrale)
MENDES	Fernand	Centre de liaison européenne et internationale de la sécurité sociale (Etablissement public)
MENIDJEL	Méki	Agence régionale de la santé Ile-de-France
MILLERET	Emmanuelle	Direction du numérique (Administration centrale)
RUDEAUX	Pascale	DREETS (Travail) Centre -Val de Loire
SAHNOUNE	Soheir	DREETS (Travail) Auvergne-Rhône-Alpes
SEBIRE	Anaïs	DREETS (Cohésion sociale) Nouvelle Aquitaine
SIMONNET	Véronique	Direction de l'animation de la recherche, des études et des statistiques (Administration centrale)
SOSSIAC	Antoine	DREETS (Travail) Nouvelle Aquitaine
VEDIE	Véronique	Direction des ressources humaines (Administration centrale)
VEGAS DANGLA	Eric	DEETS d'Eure-et-Loir (Centre -Val de Loire)
VITANI	Paul	DREETS (Cohésion sociale) Ile-de-France
VITU	Véronique	Agence régionale de la santé Hauts-de-France

**Article 2 :** Les agents concernés disposent d'un délai de deux mois à compter de sa notification pour contester la présente décision devant la juridiction administrative territorialement compétente.

**Article 3 :** Le directeur des ressources humaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Paris, le **01 JUIL. 2021**

Pour les Ministres et par délégation,  
le sous-directeur de la gestion administrative  
et de la paie

**Yvon Brun**